

FRANÇOIS FILLON,

FAIRE

François FILLON, ancien Premier Ministre, ancien ministre sous la présidence de Jacques CHIRAC, s'est lancé dans la primaire de la droite et du centre afin de briguer la présidence de la République. En campagne depuis avril 2015, François FILLON a publié en septembre 2015 son livre programmatique Faire. Avec cet ouvrage complet et détaillé, François FILLON espère se placer comme étant le candidat portant le meilleur projet pour sortir la France de la faillite.

François FILLON, ancien Premier Ministre et candidat à la primaire de droite et du centre, est en campagne depuis avril 2015. Il fut le premier des différents candidats à sortir un livre programmatique, *Faire*, où il détaille la majorité des réformes qu'il mettra en œuvre s'il est élu Président de la République. Et comme un refrain, tout au long de son livre et de ses déclarations, François FILLON veut que la France devienne un pays de liberté économique.

Toujours actif dans sa campagne François FILLON multiplie les annonces. Alors que son livre détaille en profondeur les réformes à mener pour relancer les finances publiques et l'économie françaises, François FILLON commence à dévoiler de nouvelles mesures. Ainsi début février, François FILLON, père de la notion de « l'autoentrepreneur » dans la législation française, dresse un catalogue de mesures concrètes pour financer les PME et pour « les libérer des contraintes », comme par exemple la multiplication des fonds privés d'amorçage, labélisés par la BPI ou encore la réduction de l'impôt sur le revenu de 30 à 50% du montant investi dans une PME, avec un plafond d'investissement maximum annuel fixé à un million d'euros par personne.

François FILLON continuera de décliner son programme, ainsi le 9 mars il déclinera ses propositions sur la sécurité, lors d'une réunion publique à Boulogne-Billancourt.

A travers son ouvrage, François FILLON veut redonner à la France sa « liberté ». En proposant une politique libérale de l'économie, François FILLON veut expliquer qu'en politique le temps de la parole est dépassé et que maintenant le politique doit « Faire ».

Présentation de l'ouvrage de François FILLON, Faire

A travers son livre, François FILLON revient sur différents moments de sa vie personnelle et politique. Les vingt-cinq chapitres de son ouvrage, permettent à François FILLON de retracer sa carrière politique mais aussi personnelle, mais ils mettent surtout en avant ses réformes qu'il veut mettre en place pour redonner à la France un goût de liberté. Les chapitres présentés ci-dessous sont les chapitres où François FILLON expose ses réformes.

Chapitre	Thèmes abordés
Liberté	Economie
Reprendre la main de notre destin	Dépense publique / fonction publique / politique fiscale
L'allocation sociale unique	Prestation sociale
Objectif plein emploi	Temps de travail / Droit du travail / Dialogue social / Formation en alternance et l'apprentissage / Indemnisation du chômage / Réforme des taxes
Croire au progrès	Innovation et Recherche
L'éducation	Education
Paysans de l'Ouest	Aménagement du territoire
L'autorité	Sécurité et Justice
Les lois de l'hospitalité	Immigration
Pour une Europe indépendante	Politique européenne
La révolution numérique ne fait que commencer	Numérique
A quoi ressemblerait un gouvernement moderne ?	Gouvernance
Les trois mois qui changeront la France	Réformes prioritaires

Les propositions formulées dans le livre

Economie

- « Je propose aujourd'hui un projet de libération massive de l'économie »

Dépense publique

- « Je chiffre à cent dix milliards d'euros d'économie entre 2017 et 2022 l'effort que nous devons fournir pour redresser nos finances publiques et lancer efficacement le processus du désendettement. »
- « Inscription de l'équilibre des finances publiques et sociales dans la Constitution. »

Fonction publique

- « Réduire le poids du secteur public. 22% de la force de travail en France est employée par le secteur public contre 11% en Allemagne. »
- « Je propose d'augmenter le temps de travail dans la fonction publique de trente-cinq à trente-neuf heures. Ce gain de 12% équivaut sur les cinq millions et demi de fonctionnaires que compte aujourd'hui la France à plus de six cent mille postes. »
- « Je propose également de rétablir le jour de carence. »
- « Revoir les automatismes de déroulement des carrières, qui font dériver la masse salariale, et de réaffecter une partie des économies réalisées grâce aux suppressions de postes dans une politique de revalorisation salariale qui veillera à mieux récompenser le mérite. »
- « Simplifier les conditions de recrutement des contractuels, pour limiter la création de postes de fonctionnaires sous statut aux missions dont la nature ou la durée le justifient et pour faciliter les passages entre le secteur public et le secteur privé. »

Collectivités territoriales

- « Ramener le nombre d'échelons des collectivités territoriales de quatre à deux. La nécessaire fusion avec les départements qui permettrait de rationaliser vraiment notre organisation territoriale et de faire d'importantes économies d'échelle. »

Equilibre des comptes sociaux

- « Je veux que nous reportions l'âge légal de la retraite à soixante-cinq ans. »

Politique fiscale

- « La priorité doit être donnée dès le début du quinquennat à la baisse des charges et des prélèvements pesant sur les entreprises. »
- « Le CICE et les allègements de charges prévus dans le « pacte de responsabilité » seront simplifiés en étant refondus au sein d'un dispositif unique d'allègement des cotisations sociales employeurs. »
- « Les multiples taxes qui pèsent sur la masse salariale – cotisations FNAL, versement transport, taxes CNSA, ... - seront supprimées. »
- « Augmentation de 3,5% des taux supérieurs de la TVA, sans toucher au taux de base qui s'applique aux produits de première nécessité. »

Prestation sociale

- « Je propose donc de créer une allocation sociale unique. Une allocation sociale unique qui se substituerait au RSA, à la prime pour l'emploi, à l'allocation de solidarité spécifique, à l'allocation de parent isolé, au chômage de longue durée, à l'allocation d'adulte handicapé, au minimum vieillesse, au minimum d'invalidité et à l'allocation logement. Un seul dossier, un seul guichet, une seule allocation transparente et juste. »

Temps de travail

- « Si je suis élu, l'utopie des trente-cinq heures sera abandonnée. Pour le secteur marchand, la loi fixera la seule durée maximum du travail hebdomadaire selon la norme européenne de quarante-huit heures. Ce sont des accords collectifs d'entreprise qui définiront le seuil effectif de déclenchement des heures supplémentaires, l'annualisation ou la modulation du temps de travail annuel et les compensation salariales éventuelles. »
- « On reviendra à trente-neuf heures dans la fonction publique, avec des revalorisations salariales ciblées que permettra le redéploiement d'une partie des économies réalisées par les suppressions de postes qui résulteront de cette augmentation du temps de travail. »

Droit du travail

- « Je veux que le code du travail soit réécrit en le concentrant sur ce qui relève des normes sociales fondamentales, tandis que le reste des dispositions sera renvoyé à la négociation en entreprise. »
- « Faciliter l'adaptation des entreprises à leur contexte en introduisant le motif de « réorganisation de l'entreprise » dans les procédures de licenciement collectif. Les restructurations ont un impact économique et social qui n'est jamais anodin et il est légitime que des obligations précises s'imposent aux entreprises. Mais notre organisation fixe des critères très restrictifs pour justifier du motif économique d'un licenciement. Les entreprises doivent prouver qu'elles affrontent des difficultés économiques ou des mutations technologiques. »
- « Je veux que nous développions une flexisécurité adaptée au contexte français, en particulier en renforçant l'efficacité de la formation pour les demandeurs d'emploi et l'orientation vers des secteurs ayant des postes à pourvoir. »

Dialogue social

- « Je propose de relever les seuils sociaux de dix à cinquante salariés et de cinquante à cent salariés. »
- « Donner la possibilité aux accords d'entreprise de fixer l'architecture des instances représentatives du personnel ainsi que les modalités de leur consultation. »
- « Redynamiser la représentation du personnel et d'assurer son ancrage dans la réalité de l'entreprise en limitant à 50% du temps de travail le temps consacré à l'exercice du mandat de chaque élu. »
- « L'entreprise devra s'engager à valoriser l'expérience syndicale dans la gestion des carrières. »

Formation en alternance et l'apprentissage

- « Je propose de placer sous l'autorité des régions et des branches professionnelles les lycées professionnels et les centres de formation des apprentis. »
- « Unifier l'ensemble des aides à l'apprentissage et de revoir les principes d'affection de celle-ci en la concentrant sur les établissements de formation en alternance les plus efficaces. »
- « Offrir aux entreprises la possibilité de déduire le coût de financement des apprentis de leur budget de formation. »

Indemnisation du chômage

- « Je propose de plafonner toutes les allocations afin que le taux de remplacement net n'excède pas un niveau de 75%. »
- « Améliorer l'équité et l'efficacité de l'indemnisation en introduisant une dose de dégressivité pour inciter à la reprise d'un emploi et à la mobilité fonctionnelle, géographique et professionnelle. »
- « Engager une réforme profonde de la formation professionnelle pour aider les demandeurs d'emploi à se tourner vers les secteurs porteurs. »

Réforme des taxes

- « Je veux abolir le stupide impôt sur la fortune. »
- « Je pense également qu'il faut revoir le mécanisme de revalorisation du Smic qui, même sans « coup de pouce », augmente mécaniquement chaque année en étant indexé à la fois sur l'inflation et sur 50% des gains de pouvoir d'achat du salaire horaire moyen des ouvriers et employés. Ce dispositif doit pouvoir être révisé en prenant en compte la pression de la compétition internationale et l'état de nos performances par comparaison avec nos principaux concurrents. »
- « Je propose de renforcer l'actionnariat salarié, à la fois dans les grandes entreprises et les PME, ainsi que la politique de participation et d'intéressement. »
- « Je pense que de ce point de vue-là que, dans les PME, il faut étudier une fusion de la participation et de l'intéressement, et envisager la mise en place d'une garantie de liquidité des plans d'épargne salariale par le biais de la Banque publique d'investissement. »
- « Je propose par exemple de développer la signature de « contrats de partenariat » entre les entreprises et l'administration fiscale pour garantir un minimum de sécurité fiscale. »
- « Le crédit d'impôt recherche est un dispositif que je veux renforcer et compléter. Dans les universités, il faut aider les étudiants et les chercheurs à créer des entreprises innovantes. »
- « Je proposerai de refonder la fiscalité du capital pour réorienter l'épargne vers l'investissement. »
- « Je proposerai de renforcer les dispositifs d'incitation à l'investissement direct dans les PME en nous inspirant de ce qui marche dans d'autres pays européens. »

Innovation et Recherche

- « Je propose de passer du principe de précaution au principe de responsabilité. Au nom de ce principe, la France vient de renoncer à une totale indépendance énergétique qui était pourtant à sa portée et de se priver de leviers de croissance essentiels, en décidant la fermeture pour des raisons strictement politiciennes de la centrale nucléaire de Fessenheim et en interdisant toute recherche sur l'extraction des gaz de schiste. »
- « De même pour les gaz de schistes. Il ne s'agit pas de se lancer à l'aveugle dans une exploitation dont on ne mesure pas toutes les conséquences. Il s'agit de permettre la recherche de nouvelles techniques d'extraction respectueuses de l'environnement. »
- « Nous devons poursuivre l'effort de modernisation de notre recherche, nous devons amplifier le programme d'investissement d'avenir pour mieux financer les meilleures équipes et les projets les plus prometteurs, les plus stratégiques, pour notre économie comme pour notre société. »

Education

- « Je veux des écoles, des collèges et des lycées, dotés d'une plus grande autonomie. Cela veut dire : donner aux chefs d'établissement de réels pouvoirs de décision notamment en ce qui concerne le recrutement de tous les personnels, la définition de l'usage des heures et des crédits, la clarification des règles et des sanctions disciplinaires. Un conseil d'administration dont le président devra être une personnalité de l'extérieur et le vice-président un représentant des parents d'élèves. »
- « Il faut redéfinir le périmètre des responsabilités qui reviennent à chaque niveau de l'organisation. L'Etat a un rôle à jouer : il doit garantir les principes les plus généraux, édicter les programmes, fixer le niveau des professeurs, certifier les examens nationaux. »
- « J'abaisserai à cinq ans au lieu de six l'âge de ma scolarisation obligatoire pour donner plus de temps à l'apprentissage de la lecture et atténuer les inégalités liées au milieu social. »
- « Je faciliterai la transition entre l'école primaire et le collège en faisant en sorte que toutes les matières soient enseignées au collège par cinq enseignants tout au plus. »
- « J'allongerai le temps scolaire en reportant au mois de juillet les épreuves du brevet et du baccalauréat pour que les programmes soient enseignés jusqu'au bout. »
- « Je revaloriserai le baccalauréat en le concentrant sur quatre épreuves, les autres matières étant notées par le contrôle continu. »
- « Je ferai de l'apprentissage une véritable voie d'excellence en confiant aux régions la responsabilité de l'enseignement professionnel et en redéployant les fonds destinés aux emplois aidés vers les entreprises pour inciter à embaucher des apprentis qui seront mieux rémunérés. »

Education

- « L'attractivité du métier d'enseignant a terriblement diminué, le niveau de recrutement a baissé. Nous ne pourrions relancer notre système éducatif sans valoriser le rôle social des professeurs, et cela passe par une reconnaissance tangible en terme de salaire. Je suis partisan d'une revalorisation qui est parfaitement tenable sans fuite en avant budgétaire à condition de maîtriser les effectifs. »

Aménagement du territoire

- « La France doit se fixer un objectif ambitieux de raccordement aux réseaux à très haut débit de tout le territoire national. »
- « Favoriser un accès correct aux réseaux de transport. »

Sécurité et Justice

- « Le rétablissement de l'autorité passe par une modernisation de notre système judiciaire. La justice a besoin de moyens. Les magistrats doivent être formés dans les universités pour assurer la diversité de leur recrutement. Un concours largement ouvert doit permettre d'attirer des hommes et des femmes venus d'horizons différents, y compris du monde de l'entreprise. »
- « Les policiers municipaux doivent être armés. »
- « Les forces de l'ordre doivent aussi prendre leur part de l'effort de redressement national, qui passe par une augmentation du temps de travail dans la police et par une utilisation plus rationnelle de la gendarmerie. Le développement des caméras de surveillance et des radars automatiques permet de libérer du temps pour la présence sur le terrain et la lutte contre la délinquance. »

Immigration

- « Je veux que le Parlement délibère chaque année des quotas de références pour l'ensemble de l'immigration légale. La France a le droit de choisir le nombre d'étrangers qu'elle accepte de recevoir et leurs qualifications professionnelles et de connaître leur région d'origine. »
- « Je propose de subordonner l'accès aux prestations sociales à deux ans de résidence régulière en France. »
- « Je propose de supprimer l'AME et de la remplacer par une dispense temporaire de frais de santé limitée aux urgences et aux maladies graves et contagieuses, ne pouvant être obtenue que dans les hôpitaux publics et les centres agréés, sous réserve d'un examen de la situation de séjour. »
- « Je veux appliquer aux conjoints de français la procédure de naturalisation avec toutes les conditions d'intégration. On ne peut pas devenir français sans le vouloir, simplement parce qu'on est né sur notre sol ou que l'on a épousé un Français. »

Politique européenne

- « Je plaide pour un souverainisme européen. »
- « L'indépendance doit se faire par une vraie monnaie de réserve et l'imposer progressivement comme monnaie de règlement. Le préalable à mes yeux, c'est l'harmonisation fiscale des nations qui ont choisi d'avoir l'euro en partage. Je propose un agenda contraignant qui harmonisera en cinq ans les taux et les bases de l'impôt sur les sociétés, et en dix ans l'ensemble de la fiscalité des entreprises. Cela ne peut pas se faire sans un gouvernement économique de la zone euro qui devra être mis en place sans tarder. »

Numérique

- « Je souhaite l'extinction des réseaux de cuivre et leur remplacement par la fibre optique, le câble et les liaisons satellites. »
- « A l'école l'enseignement du numérique doit être généralisé grâce à des professeurs spécialisés, titulaires d'un nouveau Capes informatique. »
- « Les rudiments de programmation et de codage doivent figurer au programme du collège et du lycée. »
- « Il faut créer une véritable filière de formation de codeurs en alternance pour subvenir aux besoins considérables des marchés, estimés à plus de cent cinquante mille professionnels par an. »

Gouvernance

- « Je suis engagé à réduire le nombre de parlementaire et de Ministre. Quinze ministres au maximum. »
- « Je veux un engagement général pour réduire progressivement progressivement les postes statutaires qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement de l'Etat. »
- « Les dirigeants de nos entreprises doivent être soigneusement sélectionnés par des comités indépendants dans lesquels l'Etat doit jouer son rôle d'actionnaire, et seulement son rôle d'actionnaire. »

Réformes prioritaires

- « La nouvelle majorité ne prendra pas de vacances. Le calendrier qui fait suivre les élections par les longs mois d'été est propice à une période de latence que nous, nous refuserons, en restant sur le pont exactement comme si ces élections avaient lieu au mois de novembre ou de février. »
- « Les nouveaux ministres sauront à l'avance la mission qui leur sera confiée. Ils auront commencé à préparer leurs textes avant la présidentielle. Ils les finaliseront, tout en engageant les discussions nécessaires, durant le mois qui s'écoulera avant l'élection d'une nouvelle majorité. »
- « Une dizaine de mesures seront prises entre juin et septembre. La durée légale du temps de travail sera abrogée dans le secteur privé, les négociations sur ce point devenant obligatoires au sein des entreprises ; elle sera ramenée à trente-neuf heures dans la fonction publique. L'âge de la retraite sera porté à soixante-cinq ans. Le code du travail sera simplifié. Les seuils sociaux seront relevés. L'apprentissage sera étendu et valorisé. La fiscalité sera réformée avec l'objectif de favoriser l'investissement. La prestation sociale unique individualisée sera instaurée. »
- « Mi-septembre je consulterai les français par referendum sur deux volets qu'ils sont seuls à pouvoir trancher légitimement : l'immigration et l'organisation politique. »
- « Pour l'immigration je veux une politique d'immigration par quotas. »
- « Je veux que nous passions de quatre à deux échelons de responsabilités. Je proposerai donc aux Français une fusion des départements dans les régions et une accélération des fusions de communes dans les communautés de taille raisonnable. »
- « Revenir à des régions semblables à celles que nous connaissions avant la réforme Hollande, et de dessouder les agglutinations de super-régions auxquelles on s'est livré dans cette réforme que je n'aurai aucun scrupule à défaire. »
- « Je proposerai en même temps aux Français une réduction du nombre de parlementaires. Le nombre de députés serait réduit de cinq cent soixante-dix-sept à environ quatre cents et celui des sénateurs de trois cent quarante-trois à environ deux cents. »

Une atmosphère de campagne



François FILLON fût le premier à se déclarer candidat (25 avril 2015) pour la primaire de la droite et du centre. Il fût aussi le premier à faire éditer un livre programmatique complet (9 septembre 2015) et pour parachever l'année 2015, François FILLON fût le premier à inaugurer son QG de campagne (241 Boulevard Saint-Germain). François FILLON, est lancé dans la campagne pour cette primaire.

En ce début 2016, François FILLON a commencé à envoyer des binômes (un/une parlementaire et un /une chef d'entreprise) dans les territoires où il a peu de relais comme en Lorraine ou dans l'Allier. Une liste de députés et de chef d'entreprises proches de François FILLON a déjà été publiée (Valérie BOYER (Députée des Bouches-du-Rhône), Guy GEOFFROY (Député de Seine-et-Marne), Patrick HEZTZEL (Député du Bas-Rhin), Pierre DANON, Vivianne CHAINE-RIBEIRO, Eric GERARD le fondateur d'Ambition France et de France Défis et Arnaud VAISSIE celui d'International SOS). Car si François FILLON engrange les soutiens au niveau parlementaire (le duel entre François FILLON et Jean-François COPE a pu permettre à ce premier de constituer un noyau dur de parlementaires autour de lui), il a plus de mal à installer une dynamique au niveau local.

François FILLON essaye aussi de conquérir les femmes actives avec le réseau « Femmes avec FILLON », gérée par la communicante Muriel REUS. L'Ancien Premier Ministre sait aussi se montrer dans les médias, notamment sur la question de la déchéance de nationalité où il a pris le contre-pied du président de son parti Nicolas SARKOZY.

François FILLON prépare sa campagne



Patrick STEFANINI, ancien haut fonctionnaire et préfet de la région aquitaine, fût le directeur de campagne de Jacques CHIRAC en 1995. Avant de rejoindre François FILLON en 2013, il a été nommé secrétaire général de Force républicaine (association qui porte l'action politique de François FILLON), il a longtemps travaillé avec Alain JUPPE. Cependant il n'a pas hésité à quitter ce dernier pour rejoindre le premier, « **lorsque j'ai pris ma décision, il y a un an environ, Alain Juppé, focalisé sur les municipales de Bordeaux, n'avait pas encore arrêté sa position pour la primaire, contrairement à François Fillon. Il n'a d'ailleurs pas cherché à me retenir. Mais nous avons gardé de très bons rapports.** ». Cependant à la fin 2015,

Patrick STEFANINI a dirigé la campagne de Valérie PECRESSE, après la victoire de cette dernière il a été nommé Directeur Général des Services de la Région Ile de France. Même si Patrick STEFANINI continue à être directeur de campagne il sera épaulé par Jacques GERAULT.



Hervé NOVELLI, ancien député d'Indre-et-Loire et Secrétaire d'Etat dans les gouvernements FILLON, est aujourd'hui chef du projet dans l'équipe de François FILLON. Hervé NOVELLI fût jusqu'à la création de l'UMP, un membre actif de Démocratie Libérale, ancien parti d'Alain MADELIN. A l'UMP, Hervé NOVELLI a développé le mouvement « Galaxie Libérale » afin de peser sur les débats notamment avant l'élection présidentielle de 2012, en voulant un programme d'économie libérale : suppression des 35h, révision du statut des fonctionnaires... C'est en 2013 qu'il apporte son soutien à François FILLON, car il a « **confiance en lui pour développer notre projet présidentiel. Il a les qualités,**

la réflexion et l'expérience pour le faire. ». Donc bien avant sa déclaration de candidature à la primaire de la droite et du centre, François FILLON pouvait compter sur le soutien d'Hervé NOVELLI.



Bruno RETAILLEAU, président de la région Pays de la Loire, sénateur de Vendée et président du groupe Les Républicains au Sénat, est l'un des hommes forts de François FILLON. Son élection à la tête des sénateurs Les Républicains, a permis de montrer la force que détient François FILLON parmi les sénateurs, Bruno RETAILLEAU affrontait Roger KAROUTCHI, proche de Nicolas SARKOZY. Le président de la région Pays de la Loire explique son ralliement à François FILLON, par le fait que sa « **fidélité va à un homme et ma raison au projet qui l'accompagne. François Fillon a les qualités foncières d'un chef d'état et le projet le plus abouti** ». Bruno RETAILLEAU pourra mettre ses compétences d' élu

de terrain afin d'activer les réseaux d'élus locaux en faveur de François FILLON et pourra lui apporter son expertise économique afin de détailler encore plus son programme.



Gérard LARCHER, Président du Sénat, sénateur des Yvelines, est l'un des piliers du parti Les Républicains. L'amitié entre François FILLON et Gérard LARCHER ne date pas d'hier. Elle s'est constituée autour du « non » au référendum de Maastricht en 1992 derrière Philippe SEGUIN, mentor en politique de François FILLON. « **J'ai toujours été proche de François Fillon. On s'est accompagné, toujours, au fils des années, même si parfois il a dû me trouver embêtant** ». Cette amitié s'est renforcée notamment autour de l'élection pour la présidence de l'UMP, Gérard LARCHER fût

l'un des premiers partisans de François FILLON. C'est donc tout naturellement que le Président du Sénat soutient François FILLON pour la primaire de la droite et du centre.

Jérôme CHARTIER, la valeur montante



Jérôme CHARTIER, député du Val-d'Oise et bras droit incontestable de François FILLON depuis l'élection interne pour la présidence de l'UMP face à Jean-François COPE.

L'année 1995 va être un tournant pour Jérôme CHARTIER, car à 28 ans il va devenir l'un des maires les plus jeunes de France, en devenant maire de Domont (Val-d'Oise, 15 000 habitants). Cette même année il apportera un soutien actif à Jacques CHIRAC pour la campagne présidentielle de 1995. A la suite de son fervent soutien il se verra confier des responsabilités au sein du RPR.

A la suite de la réélection de Jacques CHIRAC, en 2002, Jérôme CHARTIER deviendra député de la 7^{ème} circonscription du Val-d'Oise. Jérôme CHARTIER se spécialisera notamment sur les questions budgétaires et sur la modernisation des institutions et de la vie politique françaises. Il présidera jusqu'en 2008, date de la révision constitutionnelle, un groupe d'études sur la modernisation de la vie politique rassemblant plus d'une centaine de parlementaires de tout bord.

En 2007 il sera réélu dans la circonscription du Val-D'oise. Lors de la révision constitutionnelle de 2008, il sera l'orateur du groupe UMP pour défendre cette révision. Durant la législature 2007-2012, Jérôme CHARTIER sera le porte-parole du groupe UMP sur les lois de finances.

Malgré la défaite de la droite à la présidentielle, Jérôme CHARTIER sera réélu en 2012 et deviendra le porte-parole de François FILLON lors de l'élection interne à l'UMP pour la présidence du parti qui opposait François FILLON à Jean-François COPE. Durant cette période de guerre interne, Jérôme CHARTIER va parcourir les plateaux de télévision et de radio pour clamer l'injustice de cette élection. C'est à ce moment qu'il deviendra connu du grand public.

A la suite de cette élection interne, Jérôme CHARTIER va devenir un proche de François FILLON. Lors de l'annonce de sa candidature pour la primaire de la droite et du centre, Jérôme CHARTIER va devenir le porte-parole de François FILLON.



La galaxie de François FILLON

